

NEERLEGGING-DÉPÔT

REGISTR.-ENREGISTR.

NR.

N°

7002/01/26

9

16-05-2003

24-02-2004

PROTOCOLE D'ACCORD

1. POUVOIR D'ACHAT

1.1. Augmentations salariales

Pendant la durée de la présente convention, ^{tous les} ~~les~~ ^{travaux} salaires subiront trois adaptations. Ces adaptations comprennent tant les augmentations découlant de la CCT que les adaptations à l'indice des prix à la consommation auxquelles on peut s'attendre pendant cette période :

au 1^{er} avril 2003 : 0,10 EURO

au 1^{er} avril 2004 : 0,158 EURO

Au 1^{er} octobre 2004, une troisième adaptation ^{salariale} est prévue ~~et~~ dépend du niveau d'inflation atteint à cette date.

Si, suite à l'application de la formule d'indexation utilisée dans le secteur, la somme des augmentations indiciaires qui auraient dû être appliquées depuis le 1^{er} janvier 2003 se situe entre 3,0% et 4,0%, une augmentation salariale de 0,158 EURO sera alors octroyée.

Si l'index dépasse les 4,0%, l'augmentation salariale est majorée de 0,01 EURO par tranche de 0,1% de dépassement.

A l'inverse, cette dernière augmentation salariale sera inférieure si la somme des augmentations indiciaires est inférieure à 3,0%. Dans ce cas, la dernière augmentation salariale est réduite de 0,01 EURO par tranche de 0,1% sous les 3,0%.

Ce règlement ne porte pas préjudice à la validité du chapitre IV de la CCT relative aux conditions de travail et de rémunération conclue le 3 mai 1999, mais le suspend pendant la durée de cette convention.

Toutes les adaptations sont calculées sur le salaire **barémique** d'un ouvrier occupé dans le régime de travail de 37h 20min. par semaine.

1.2. Transport du domicile au lieu de travail

1.2.1. Indemnité vélo

Lorsque l'ouvrier se rend au travail à vélo, la réglementation suivante est d'application à partir du 1^{er} avril 2003.

Une L'indemnité^{vélo} est octroyée à l'ouvrier qui déclare à l'employeur qu'il utilise la bicyclette pendant au moins 6 mois pour se rendre de son domicile au lieu de travail.

Le L'indemnité s'élève à 0,10 EURO par km de distance réelle (aller et retour) entre le domicile et le lieu de travail. Pendant cette période, elle ne peut être cumulée avec d'autres interventions patronales dans les frais de déplacement du domicile au lieu de travail.

1.2.2. Transports en commun

A compter du 1^{er} avril 2003, le travailleur qui utilise les transports en commun pour se rendre au travail a droit à une intervention patronale de 70% du prix de la carte train.

1.2.3. Transport privé

Le travailleur utilisant un moyen de transport privé et habitant à 6km ou plus à vol d'oiseau de son lieu de travail continue à bénéficier du tarif en application à compter du 1^{er} février 2003.

2. FONDS DE SECURITE D'EXISTENCE

2.1. Allocations complémentaires

A compter de la date où les allocations fédérales de chômage temporaire seront augmentées, l'allocation complémentaire de chômage en cas de chômage temporaire passera de 4,26 EURO par jour à 2,48 EURO par jour.

2.2. Prime syndicale

Les prime syndicale est portée à 123,95 EURO.

2.3. Deuxième pilier de pension

Les parties déclarent qu'en principe, au 1^{er} janvier 2006, un deuxième pilier sectoriel de pension sera constitué et basé sur un apport paritaire du Fonds social et du Fonds patronal.

Durant la période 2003-2004, des contacts concrets seront pris avec les spécialistes sur le marché des fonds et assurances de pension, afin de réaliser *une* en analyse approfondie de toutes les implications financières et juridiques.

A terme, le deuxième pilier de pension remplacera complètement les allocations actuelles aux pensionnés.

Pour qu'un apport à part entière du Fonds social soit possible, il faudra, durant la période de la présente convention, chercher, au sein du FSE, des solutions pour une redistribution des avantages actuels afin de préserver l'équilibre financier du Fonds.

2.4. Allocation complémentaire supplémentaire de (pré)pension pour les ouvriers qui pourraient bénéficier de la prépension sectorielle mais qui sont restés en service après leur 58^{ème} anniversaire

2.4.1. Entrent en ligne de compte pour l'allocation complémentaire supplémentaire de (pré)pension, les ouvriers qui remplissent toutes les conditions pour bénéficier de la prépension après licenciement, mais qui sont restés en service entre le 1^{er} janvier 2001 et le 31 décembre 2004.

2.4.2. Au moment où les personnes concernées prennent leur (pré)pension, elles reçoivent du Fonds de sécurité d'existence, en plus de leur allocation complémentaire de prépension à charge de l'employeur, une allocation complémentaire supplémentaire à concurrence de 94,20 EURO par mois.

2.4.3. La CCT conclue le 25 avril 2001 est prorogée pour la période de deux ans.

2.5. Assurance hospitalisation

Durant la période de la présente cct, des contacts seront pris, dans le cadre des compétences du FSE, avec différentes sociétés proposant des assurances hospitalisation afin d'obtenir la meilleure offre possible.

L'objectif est de conclure un accord-cadre permettant de faire une proposition aux travailleurs et/ou aux entreprises à partir du 1^{er} janvier 2004.

Sans préjudice des accords existants au niveau des entreprises, le coût des primes ne sera ni à charge de l'employeur, ni du Fonds de sécurité d'existence.

3. TRAVAIL ET FAMILLE

3.1. Congé de paternité

Les jours de congé de paternité sont assimilés à des jours de travail pour le calcul du nombre de jours de compensation, auxquels l'ouvrier a droit chaque année en vertu de la CCT relative à la réduction du temps de travail.

3.2. Assouplissement de l'organisation du travail

Les organisations signataires s'engagent à respecter scrupuleusement la CCT sectorielle relative à l'assouplissement du temps de travail.

La CCT assouplissement de l'organisation du travail sera modifiée de sorte que le *crédit d'heures supplémentaires* soit porté à 65 heures par an. Chaque fois que ce plafond est dépassé, l'ouvrier doit prendre du repos compensatoire avant de pouvoir prester de nouveau des heures complémentaires.

Sauf disposition contraire du règlement de travail de l'entreprise, *l'année de référence* servant à calculer le dépassement de ce plafond s'étend du 1^{er} juillet de l'année au 30 juin de l'année suivante inclus.

4. FIN DE CARRIERE

4.1. Prépension à partir de 58 ans

Les travailleurs licenciés âgés de 58 ans à la fin du contrat de travail pourront bénéficier de la prépension s'ils peuvent prouver une carrière d'au moins 15 ans auprès de l'employeur qui les licencie. Cette carrière doit être calculée de date à date. •

Les ouvriers qui ne peuvent pas prouver cette carrière, mais bien une carrière de 20 ans au minimum dans le secteur et de 8 ans au minimum chez le dernier employeur, peuvent, après licenciement, également bénéficier de la prépension.

Une exception est faite à cette dernière condition d'ancienneté (8 ans chez le dernier employeur) pour les travailleurs victimes d'une faillite ou d'une restructuration d'une entreprise du secteur, et qui ont été engagés, après leur cinquantième anniversaire, par un employeur du secteur.

Pour les travailleurs qui ont fait usage, après leur cinquantième anniversaire, des possibilités de réduction de carrière, l'allocation complémentaire de prépension est calculée sur leur salaire horaire à temps plein.

4.2. Congé d'ancienneté

Dès que les ouvriers ont 25 ans de service dans l'entreprise, ils ont droit à un jour de congé d'ancienneté par année civile. Ce droit est calculé au prorata pour les travailleurs à temps partiel.

La CCT est conclue pour une durée indéterminée.

4.3. Application de la CCT 75

Les organisations patronales et syndicales signataires déclarent que l'assistance financière en cas de licenciement accordée par le Fonds de Sécurité d'Existence assure une protection du revenu équivalente aux délais de préavis prévus dans la CCT 75 du Conseil national du travail.

Le délai de préavis pour les ouvriers ayant plus de 20 ans de service dans l'entreprise est porté à 112 jours. Une exception est toutefois faite pour les ouvriers licenciés, dans le cadre de la prépension.

On peut également déroger à ce délai de préavis en exécution d'un plan de restructuration.

Ce régime est en vigueur pour tous les préavis signifiés à compter du 1^{er} juillet 2003.

Au cas où, pendant la durée de la présente CCT, le délai de préavis visé dans la CCT 75 serait d'application au secteur ; la période pendant laquelle les allocations complémentaires de chômage sont octroyées par le Fonds de Sécurité d'Existence sera limitée à 30 jours au maximum à partir de la même date.

5. FORMATION

les organisations patronales et syndicales

5.1. Groupes à risque et conventions de premier emploi

Pour la formation des ~~groupes à risque~~, elles réservent une cotisation de 0,10% sur les salaires à 108%. S'il s'avère possible de bénéficier de nouveau d'une dispense de l'obligation d'embaucher des jeunes sous convention de premier emploi pour le secteur ou pour une large partie du secteur, elles percevront de nouveau une cotisation complémentaire de 0,05%.

4

Les organisations patronales et syndicales signataires déclarent qu'elles exécuteront scrupuleusement le protocole d'accord conclu avec le Ministre flamand de l'emploi.

5.2. Reclassement professionnel

Les parties confirment l'intention d'aboutir rapidement à une CCT sectorielle reclassement professionnel pour les plus de 45 ans en exécution de la CCT 82 du Conseil national du Travail.

L'offre est élargie aux ouvriers et ouvrières qui ont entre 40 et 45 ans et 5 ans de service dans l'entreprise au moment de la notification du licenciement.

Il est possible de déroger à ces conditions d'âge dans le cadre d'un plan de restructuration ou en cas de fermeture et/ou faillite de l'entreprise.

Cette CCT offrira la possibilité au travailleur licencié qui entre en ligne de compte pour l'application de cette CCT de prendre contact directement avec le FSE et d'y faire valoir ses droits.

Le coût et l'organisation de ce reclassement professionnel sont solidarisés dans le cadre des moyens et missions du centre de formation sectoriel.

Les employeurs sont tenus d'informer les travailleurs licenciés de l'existence de cette offre sectorielle.

6. BIEN-ETRE

Un groupe de travail paritaire élaborera les directives pratiques relatives à l'accueil des jeunes travailleurs dans l'entreprise.

Le même groupe de travail examinera comment tenir compte des facteurs générateurs de stress.

7. ACTIVITE SYNDICALE

La CCT existante est prorogée pour une durée indéterminée. (13 203)

8. SECURITE D'EMPLOI

Les parties s'engagent à mettre tous les moyens possibles en œuvre pour éviter des licenciements secs en cas de restructuration d'une entreprise.

9. PAIX SOCIALE

Les signataires conviennent qu'ils ont, sur le plan sectoriel et pour la durée de cet accord, satisfait aux revendications qu'ils avaient mutuellement.

Les organisations patronales et syndicales s'engagent, pendant la durée de la présente convention, à ne pas poser de revendications dans les entreprises, ni directement, ni indirectement, pour ce qui concerne les points ayant fait l'objet des négociations. De plus, elles s'engagent à encourager leurs affiliés au respect de cette convention afin de sauvegarder la paix sociale dans le secteur.

10. DUREE DE LA CCT

La ~~présente~~ convention entre en vigueur au 1^{er} janvier 2003 et prend fin au 31 décembre 2004.

A l'exception des points 4.2 et 7 de cette convention, cette convention ✓

Les dispositions des points 4.2 et 7, entrant en vigueur le 1^{er} janvier 2003 et ont une durée et des modalités de révision identiques aux conventions ~~concernées~~ visées.

^{1070.}
Fait à Bruxelles, le 12 mars 2003

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTR.-ENREGISTR.
24-02-2004 | NR.
N^o

70002 1201-26

12.03.2003
RB/jb/2

PROTOCOL VAN AKKOORD

1. KOOPKRACHT

1.1 Loonsverhogingen

Alle uurlonen zullen gedurende de looptijd van deze **overeenkomst** 3 aanpassingen ondergaan. In deze aanpassingen zijn begrepen, **zowel** de CAO verhogingen **als** de aanpassingen aan de index der kleinhandelsprijzen die kunnen worden verwacht in deze **periode**:

Op 1 april 2003: 0,10 EURO

Op 1 april 2004: 0,158 EURO

Op 1 oktober 2004 wordt een derde loonaanpassing gepland, die afhankelijk wordt gesteld van de op die **datum** bereikte inflatie.

Indien, door toepassing van de in de sector gangbare indexformule, de **som** van de indexverhogingen die hadden **moeten** worden toegepast sedert 1 januari 2003 zich situeren tussen 3,0 % en 4,0%, wordt een loonsverhoging toegekend van **0,158** EURO.

Indien de index **meer** bedraagt dan 4,0% wordt de loonsverhoging vermeerderd met 0,01 EURO per 0,1 % overschrijding.

Omgekeerd **zal** de laatste loonverhoging **lager** zijn wanneer de som der indexverhogingen **minder** dan 3,0 % bedraagt. In dat **geval** wordt de laatste loonsverhoging **verminderd** met 0,01 EURO per uur per 0,1 % onder de 3,0%.

Deze regeling doet geen afbreuk aan de geldigheid van hoofdstuk IV van CAO loon- en arbeidsvoorwaarden, gesloten op 3 mei 1999, doch schort deze enkel op voor de duur van deze overeenkomst.

Alle aanpassingen worden berekend op het **baremaloon** van een arbeider in het **arbeidsregime** van 37 u 20 min. per week.

1.2 Woon-werkverkeer

1.2.1 Fietsvergoeding

Wanneer de arbeider met de fiets naar het werk gaat, **geldt** met ingang van 1 april 2003 de **hiernavolgende** regeling.

Een fietsvergoeding wordt toegekend aan de arbeider die tav de werkgever verklaart gedurende ten **minste** 6 maanden de fiets te gebruiken voor het woon-werkverkeer. Deze vergoeding bedraagt 0,10 EURO per km **reële** afstand (heen en terug) tussen de woonplaats en de werkplaats. Zij kan gedurende deze **periode** niet worden gecumuleerd met andere werkgeverstussenkomsten voor het woon-werkverkeer.

1.2.2 Openbaar vervoer

Wie zich met het openbaar vervoer naar zijn werk begeeft, heeft vanaf 1 april 2003 recht op een werkgeverstussenkomst die 70% bedraagt van de prijs van de treinkaart.

1.2.3 Privé-vervoer

Wie een **privé-vervoermiddel** gebruikt en 6 km of **meer** in vogelvlucht van het werk woont, blijft het tarief ontvangen **zoals** het vanaf 1 februari 2003 van toepassing is.

2. FONDS VOOR BESTAANSZEKERHEID

2.1 Aanvullende vergoedingen

Op de **datum** waarop de **federale** uitkering voor tijdelijke werkloosheid wordt verhoogd, wordt de aanvullende werkloosheidsvergoeding bij tijdelijke werkloosheid van 4,26 EURO per dag op **2,48** EURO per dag gebracht.

2.2 Syndicale premie

De syndicale premie wordt verhoogd tot **123,95** EURO.

2.3 Tweede pensioenpijler

Partijen verklaren dat in principe op 1 januari 2006 een tweede sectorale pensioenpijler zal worden opgericht gebaseerd op een paritaire inbreng van het Sociaal Fonds en het Patronaal Fonds.

Tijdens de **periode** 2003-2004 zullen **concrete** contacten worden gelegd met de specialisten op de **markt** van de pensioenfondsen en **-verzekeringen**, teneinde een grondige analyse te **maken** van **alle** financiële en juridische **implicaties**.

Deze tweede pijler zal op termijn **volledig** in de plaats komen van de huidige vergoedingen aan gepensioneerden.

Handwritten signatures and initials, including a large 'gt' and a '2' at the bottom.

Teneinde een volwaardige inbreng van het Sociaal Fonds mogelijk te maken zal, eveneens in deze looptijd van de CAO, in het FBZ worden gezocht naar eenerschikking van de huidige voordelen in het licht van het behoud van het financieel evenwicht van het Fonds.

2.4 Bijkomende aanvullende vergoeding voor (brug)pensioen voor de arbeiders die het sectoraal brugpensioen zouden kunnen genieten doch na hun 58^e verjaardag in dienst zijn gebleven

2.4.1 Komen in aanmerking voor de bijkomende aanvullende vergoeding (brug)pensioen, de arbeiders die **alle** voorwaarden vervullen **om** het brugpensioen na ontslag te genieten, doch in de **periode** tussen 1 januari 2001 en 31 december 2004 in dienst zijn gebleven.

2.4.2 Op het ogenblik dat de betrokkenen met (brug)pensioen gaan ontvangen zij vanwege het Fonds voor Bestaanszekerheid boven op de aanvullende vergoeding brugpensioen die ten **laste** is van de werkgever, een bijkomende aanvullende vergoeding ten belope van 94,20 EURO per **maand**.

2.4.3 De op 25 april 2001 gesloten CAO wordt voor de duur van 2 jaren verlengd.

2.5 Hospitalisatieverzekering

Tijdens deze CAO **periode** zal er, binnen de bevoegdheden van het FBZ, contact worden gelegd met verscheidene aanbieders van **hospitalisatieverzekeringen** teneinde te komen **tot** het best **mogelijke** aanbod.

Het is de bedoeling, een raamakkoord te sluiten zodat, met ingang van 1 januari 2004 aan de werknemers en/of de bedrijven een voorstel kan worden gedaan.

Onverminderd de bestaande afspraken op **ondernemingsvlak**, zal de kostprijs van de premies niet ten laste worden gelegd van de **werkgever**, noch van het Fonds voor Bestaanszekerheid.

3. ARBEID EN GEZIN

3.1 Vaderschapsverlof

De dagen vaderschapsverlof worden gelijkgesteld met werkdagen voor de berekening van het aantal compensatiedagen waarop, ingevolge de CAO arbeidsduurvermindering, de arbeider **elk** jaar recht heeft.

3.2 Versoepeling van de arbeidsorganisatie

De ondertekenende organisaties verbinden zich ertoe de sectorCAO inzake de versoepeling van de arbeidsduur nauwgezet te **laten** naleven.

De CAO versoepeling van de arbeidsorganisatie zal worden gewijzigd in deze zin dat het **meerurenkrediet** wordt vastgesteld op **65 uur** per jaar. Telkens wanneer deze grens wordt overschreden dient de arbeider inhaalrust te **nemen** vooraleer opnieuw meeruren te kunnen presteren.

Tenzij het arbeidsreglement van de **onderneming** in andere zin **wordt** aangepast, **loopt** het *refertejaar* **waarover** het overschrijden van voormelde grens **zal worden** beoordeeld van 1 **juli** van het ene jaar **tot** en met 30 **juni** van het daaropvolgende jaar.

4. EINDE LOOPBAAN

4.1. Brugpensioen vanaf 58 jaar

De **werknemers** die ontslagen **werden** en de leeftijd van 58 jaar hebben bereikt bij het einde der **arbeidsovereenkomst** zullen het brugpensioen kunnen genieten indien zij een loopbaan kunnen bewijzen van ten **minste 15** jaar bij de werkgever die hem ontslaat. Deze loopbaan dient te worden berekend van **datum tot datum**.

De arbeiders die deze loopbaan niet kunnen bewijzen, doch **wel** een loopbaan van minimum 20 jaar in de sector en minimum 8 jaar bij de laatste werkgever kunnen na ontslag eveneens het brugpensioen genieten.

Uitzondering wordt gemaakt op deze laatste anciënniteitsvoorwaarde (8 jaar bij de laatste werkgever) voor werknemers, slachtoffers van een faling of herstructurering van een onderneming van de sector die na hun vijftigste verjaardag werden aangeworven door een werkgever van de sector.

Voor werknemers die na hun vijftigste verjaardag gebruik hebben gemaakt van de mogelijkheden **tot** loopbaanvermindering wordt de aanvullende vergoeding brugpensioen berekend op hun voltijds uurloon.

4.2 Anciënniteitverlof

Zodra de arbeiders 25 jaar dienst bereiken in de onderneming, kunnen zij één dag anciënniteitverlof opnemen per kalenderjaar.

Dit recht wordt geproratisiseerd voor deeltijdse werknemers.

De CAO wordt gesloten voor onbepaalde duur.

4.3. Toepassing CAO 75

De ondertekenende werkgevers- en **werknemersorganisaties** verklaren dat de financiële begeleiding bij ontslag toegekend door het Fonds voor Bestaanszekerheid een met de in CAO 75 van de Nationale arbeidsraad voorziene **opzeggingstermijnen** gelijkwaardige **inkomensbescherming** biedt.

De opzeggingstermijnen van arbeiders die **meer** dan 20 jaar in dienst zijn van de onderneming, worden gebracht op **112** dagen. Uitzondering wordt echter gemaakt voor de arbeiders die worden ontslagen met het oog op brugpensioen. Van deze opzeggingstermijn kan eveneens worden afgeweken in uitvoering van een herstructureringsplan.

Deze regeling **geldt** voor **alle** opzeggingen die worden betekend vanaf 1 juli 2003.

Indien de opzeggingstermijn bedoeld in CAO 75 voor de sector van toepassing zou worden binnen de looptijd van deze CAO, wordt vanaf dezelfde datum de **periode** gedurende dewelke de aanvullende vergoedingen voor volledige werkloosheid wordt toegekend door het Fonds voor Bestaanszekerheid, beperkt tot maximum 30 uitkeringsdagen.

5. VORMING

5.1 Risicogroepen en startbanen

Voor de vorming weerhouden de ondertekenende werkgevers- en werknemersorganisaties een bijdrage van 0,10 pct. op de lonen aan 108%. Wanneer het mogelijk blijkt opnieuw te komen tot een vrijstelling van de sector of van een groot deel van de sector van de verplichting inzake aanwerving van jongeren in startbanen, zullen zij opnieuw een bijkomende bijdrage van 0,05 pct. innen.

De ondertekenende werkgevers- en werknemersorganisaties verklaren dat zij het protocolakkoord met de Vlaamse Minister van Tewerkstelling nauwgezet zullen uitvoeren.

5.2 Outplacement

Partijen bevestigen de intentie om snel te komen tot een sectorale CAO Outplacement voor 45 plussers in uitvoering van CAO 82 van de Nationale arbeidsraad.

Het aanbod wordt uitgebreid tav de arbeiders/sters, die 40 jaar oud zijn, doch de leeftijd van 45 jaar nog niet hebben bereikt en die bovendien 5 jaar dienst hebben in de onderneming op het ogenblik van de betekening van het ontslag.

Van deze leeftijdsvoorwaarden kan worden afgeweken in het raam van een herstructureringsplan of bij sluiting en/of faling van de onderneming.

In deze CAO zal een aanbod worden uitgewerkt waarbij de ontslagen werknemer die voor de toepassing van deze CAO in aanmerking komt, rechtstreeks contact kan opnemen met het FBZ en aldaar zijn rechten kan laten gelden.

De kost en de organisatie van dit outplacement worden gesolidariseerd in het raam van de middelen voor en de opdrachten van het sectoraal opleidingscentrum.

De werkgevers dienen de ontslagen werknemer te informeren over het bestaan van het sectoraal aanbod.

6. WELZIJN

Een paritair samengestelde werkgroep zal praktische richtlijnen uitwerken in verband met het onthaal van jonge werknemers in de onderneming.

Dezelfde werkgroep zal nagaan hoe rekening kan worden gehouden met de arbeidsfactoren die voor bijkomende stress zorgen.

7. SYNDICALE WERKING

De bestaande CAO wordt verlengd voor onbepaalde duur (19.2009)

Handwritten signatures and initials, including a large '4' and a '5' at the bottom right of the page.

8. WERKZEKERHEID

Partijen verbinden zich ertoe, bij herstructurering van een onderneming alle mogelijke middelen aan te wenden om naakte ontsiagen te vermijden.

9. SOCIALE VREDE

De ondertekenaars zijn het eens dat zij op sectoraal vlak, voor de duur van dit akkoord, hebben voldaan aan de eisen die zij tegenover elkaar hebben gesteld.

De werknemers- en werkgeversorganisaties verbinden zich ertoe, gedurende de looptijd van deze overeenkomst m.b.t. de punten die het voorwerp hebben uitgemaakt van deze onderhandeling noch rechtstreeks noch onrechtstreeks eisen te stellen in de ondernemingen.

Zij verbinden zich er tevens toe, hun leden aan te sporen tot het respect van deze CAO ten einde de sociale vrede in de sector te bewaren.

10. DUUR VAN DE CAO *Bekrachtigen de bepalingen van de punten 4 en 7 van deze overeenkomst in*

aan de punten 4.2 en 7
Deze overeenkomst gaat in op 1 januari 2003 en eindigt op 31 december 2004. *De bepalingen van de punten 4.2 en 7 van deze overeenkomst in*
Opgesteld te 1070 Brussel, op 12 maart 2003. *en dezelfde opzeggingsmodaliteiten als de betreffende CAO'S.*

PROCOLE D'ACCORD
ANNEXE

Administrateur délégué

il est convenu ce qui suit, en complément du protocole, conclu au 12 mars 2003.

Relatif au point 2. Fonds de sécurité d'existence :

Point 2.1. Allocation complémentaire est complété de :

'Les moyens qui sont libérés à ce sujet seront appliqués pour le financement du deuxième pilier de la pension, comme visé au point 2.3.'

Bruxelles, le 26 mars 2003

PROTOCOL VAN **AKKOORD**
ANNEX

Wordt **overeengekomen** wat **volgt**, ter aanvulling van het protocol, gesloten op **12** maart 2003.

Met betrekking **tot** punt **2.Fonds** voor Bestaanszekerheid:

Punt **2.1.** aanvullende vergoeding wordt aangevuld met:

"De middelen die hierdoor worden **vrijgemaakt** zullen worden aangewend voor de financiering van een tweede pensioenpijler **zoals** bedoeld in punt 2.3."

Brussel, 26 maart 2003